

UNDF
RECEIVED 09 JUN 2010
15:00 HRS

Arusha, le 09 juin 2010

Les Détenus du TPIR
Centre de Détention de l'ONU (UNDF)
Arusha, Tanzanie

Au Président du Conseil de Sécurité de l'ONU
Au Secrétaire Général de l'ONU
Au Président du Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR)

Objet: Demande d'intervention pour la libération immédiate du Prof. Peter Erlinder

Excellence,

Nous, les détenus du TPIR signataires de la présente, avons l'honneur de vous faire part de notre profonde indignation, notre totale désapprobation et notre grande inquiétude suite à l'arrestation et à l'incarcération au Rwanda, depuis le 28 mai 2010, du Professeur américain Peter Erlinder, membre de Faculté à *William Mitchell College of law* dans le Minnesota aux États-Unis d'Amérique, Président de l'ADAD (Association des Avocats de la Défense devant le TPIR) et avocat de la défense dans l'Affaire le *Procureur c. Bagosora et alii (Case N° ICTR-98-41-A)*.

Lors de sa comparution initiale devant les juges de la Haute Cour de Gasabo, le 4 juin 2010, le Professeur Erlinder a été accusé par le Procureur du Rwanda de nier et minimiser le génocide des Tutsis à travers ses publications et conférences et de répandre des rumeurs menaçant la sécurité du peuple rwandais. A cette occasion, le Professeur Erlinder a plaidé non coupable de toutes les charges portées contre lui et déposé une requête aux fins de mise en liberté sous caution. Le 7 juin 2010, le tribunal a rejeté sa requête et décidé de le maintenir en prison.¹

Nous sommes préoccupés non seulement par la détention du Professeur Peter Erlinder sur base d'allégations non fondées et la violation flagrante de l'immunité garantie aux avocats de la défense² mais aussi par sa sécurité et sa santé dans les prisons rwandaises.

Il n'y a aucun doute que l'arrestation du Professeur Peter Erlinder est directement liée au travail qu'il accomplit en tant qu'avocat de la Défense devant le TPIR. En effet, le Professeur Erlinder et ses collègues ont démontré, preuves à l'appui, qu'il n'y a pas eu planification des massacres ni conspiration en vue de commettre le génocide des Tutsi de la part des ex-Forces Armées Rwandaises ou de leurs clients, ni entre eux, ni avec d'autres personnes. Le Professeur Erlinder a particulièrement soumis à la Chambre de première instance du TPIR, preuves à l'appui, un récit

¹ Decision of the High court of Gasabo located in Kabuga that tries criminal cases regarding provisional incarceration and release in the first instance in the case RPGR0678/10/kgI/NM, on 07/06/2010

² Pour ce qui concerne l'immunité des avocats de la Défense devant le TPIR, voir les clarifications faites par le Secrétaire Général Adjoint de l'ONU chargé des Affaires juridiques dans sa lettre adressée au Greffier du TPIR, le 26 novembre 2010. Voir aussi *Prosecutor v. Ante Gotovina, Ivan Cermak, Mladen Markac*, Decision on Requests for Permanent Restraining Orders Directed to the Republic of Croatia ("*Gotovina et al.*"), 12 March 2010. Voir également Principle 16 of the *Basic Principles on the Role of Lawyers*, adopted by the Eighth United Nations Congress on the Prevention of Crime and the Treatment of Offenders, in Havana, Cuba, 27 August to 7 September 1990.

alternatif des événements du Rwanda en insistant sur le fait que c'est le Front Patriotique Rwandais (FPR) qui a sciemment déclenché les massacres en assassinant le Président Habyarimana et en reprenant immédiatement les hostilités sur tous les fronts en violation des Accords de paix d'Arusha. Dans son jugement du 18 décembre 2008, la Chambre de première instance du TPIR a donné raison à la Défense en acquittant le Colonel Bagosora et ses co-accusés du crime d'entente en vue de commettre le génocide. Il importe de souligner que sur cette charge, le jugement est définitif puisque le Procureur n'a pas osé interjeter appel.

En réalité, le gouvernement dictatorial de Kigali dont la légitimité repose sur sa thèse de génocide des Tutsi planifié par l'autre partie au conflit reproche au Professeur Erlinder d'avoir démonté totalement cette version officielle truquée et mis à nu les responsabilités du FPR dans le drame rwandais. Voilà le fondement des accusations portées aujourd'hui contre lui sous le couvert du prétendu négationnisme, idéologie génocidaire ou menace à la sécurité du peuple rwandais.³

Tout comme la communauté internationale y compris les associations de défense des droits de l'homme, les chercheurs, les témoins experts tant de l'Accusation que de la Défense devant le TPIR et d'autres juristes, le Professeur Peter Erlinder n'a cessé de dénoncer l'impunité garantie aux membres du FPR. Tous soutiennent que l'attentat contre l'avion du Président Habyarimana, le 6 avril 1994, est l'élément déclencheur des massacres de 1994 et qu'il rentre bel et bien dans la compétence du TPIR. L'ancienne Procureure en Chef du TPIR, Madame Carla Del Ponte a déclaré, quant à elle, à juste titre, que «*s'il advenait d'être prouvé que c'est le FPR qui a descendu l'avion, l'histoire du génocide devrait être réécrite* ».⁴

Conscient de la gravité de son acte terroriste aux conséquences catastrophiques, commis dans la soirée du 6 avril 1994, le Président Kagame et son régime tentent tout pour échapper à la justice et à sa disqualification par le peuple rwandais pour avoir été à l'origine de ses malheurs. Devant les preuves accablantes et n'ayant pas pu convaincre avec son dernier rapport sur l'assassinat du Président Habyarimana établi par une commission qu'il a mise lui-même en place⁵, Paul Kagame passe à la vitesse supérieure en prenant en otage le Professeur Peter Erlinder en vue d'arracher au gouvernement américain des concessions de nature à lui garantir l'impunité définitive.

Le régime FPR et son Président ne cessent de se poser en victimes afin de mieux jouer au bourreau. Depuis l'émission des mandats d'arrêt par le Juge français Jean-Louis Bruguière et le Juge espagnol Andreu Fernando Mereles ainsi que la récente plainte déposée par les parties civiles devant la justice d'Oklahoma aux États-Unis d'Amérique⁶ contre certains de ses puissants membres dont le Président Kagame, le FPR est devenu très agressif, brutal et intransigeant. Il ne tolère aucune contradiction parce qu'il sait bien qu'il a été découvert dans son mensonge. Il compte jouer ses dernières cartes à tout prix au besoin en procédant à l'élimination physique de ceux qui n'acceptent pas sa version des événements. C'est pourquoi nous craignons sérieusement pour la vie du Professeur Peter Erlinder.

Nous sommes convaincus que l'arrestation du Professeur Peter Erlinder a une conséquence directe sur tous les membres de nos équipes de défense et que la violation de l'immunité des avocats compromet sérieusement notre droit à une défense pleine et entière. Si rien n'est fait par le Conseil

³ Voir *Decision of the High court of Gasabo in the case RPGR0678/10/kgI/NM, on 07/06/2010*, paragraphes 7, 10 et 11

⁴ *Journal danois Aktuel 17 avril 2000*

⁵ Rapport d'enquête sur les causes, les circonstances et responsabilités de l'attentat du 06/04/1994 contre l'avion présidentiel rwandais Falcon 50 N° 9XR-NN, rendu public en janvier 2010.

⁶ Wrongful death lawsuit filed in April 2010 by three lawyers including Peter Erlinder in United States District Court for the Western District of Oklahoma on behalf of Madame Agathe Habyarimana, widow of Rwandan President Juvenal Habyarimana, and Madame Sylvana Ntaryamira, widow of Burundian President, Cyprien Ntaryamira, against RPF members including President Paul Kagame.

de Sécurité de l'ONU et le TPIR afin de protéger nos avocats contre les harcèlements et les poursuites du régime de Kigali, ils pourraient être forcés de démissionner de leurs fonctions pour leur sécurité et cela conduirait à la faillite de la justice internationale. Il est inacceptable qu'un avocat soit arrêté et traduit en justice pour avoir défendu la cause de son client.

Convaincus que votre intervention ferme et rapide ramènerait les autorités rwandaises à la raison, nous vous demandons de faire respecter l'immunité des avocats de la Défense et de tout mettre en œuvre pour que le Professeur Peter Erlinder puisse retrouver rapidement sa liberté et exercer pleinement ses fonctions. Nous voudrions en appeler à votre clairvoyance pour prendre des mesures qui s'imposent pour éviter la faillite de la justice internationale et mettre fin à l'impunité des membres du FPR. Nous restons convaincus que c'est par une justice saine, équitable et impartiale que le TPIR pourra contribuer à la réconciliation nationale et à la restauration d'une paix durable au Rwanda et dans la région des Grands Lacs africains.

Veillez agréer, Excellence, les assurances de notre très haute considération.

Les signataires. Voir liste en annexe.

Annexe : Notre communiqué du 31 mai 2010 sur l'arrestation du Professeur Peter Erlinder

Copie pour information à :

- Messieurs les Membres du Conseil de Sécurité de l'ONU;
- Honorables Juges du TPIR (tous) ;
- Monsieur le Procureur du TPIR, à Arusha ;
- Monsieur le Greffier du TPIR, à Arusha ;
- Madame/Monsieur l'Avocat(e) de la Défense (tous) ;
- Monsieur le Président de l'ADAD, à Arusha ;
- Président de l'Union Européenne ;
- Président de l'Union Africaine ;
- Président de la Commission de l'Union Africaine, Addis Abeba
- Commission des Droits de l'homme, à Genève ;
- Commission Internationale des Juristes, à Genève ;
- Association Américaine des Juristes ;
- Association internationale des Juristes démocrates, New Delhi ;
- Executive Committee of the International Criminal Bar (ICB), The Hague;
- Cour Européenne de Justice ;
- Cour Européenne des Droits de l'Homme, à Strasbourg ;
- Cour Africaine des Droits de l'Homme ;
- Amnesty International à Londres ;
- Familles des victimes de l'attentat du 06/04/1994 ;
- Familles des signataires;
- Centre de lutte contre l'impunité et l'injustice au Rwanda, à Bruxelles ;
- Association Dukomere, à Bruxelles ;
- Avocats sans frontière, à Paris ;
- FIDH, à Paris;
- Human Rights Watch;
- La Presse.

Arusha, 09 June 2010

The ICTR Detainees,
UNDF,
Arusha, Tanzania.

The UN Security Council President,
The UN Secretary General,
The ICTR President,

Objet: Request of your intervention for the immediate release of Prof. Peter Erlinder

Your Excellencies,

We, the ICTR detainees signatories to this letter, take this opportunity to convey to you our deep indignation, our total disapproval and our great anxiety following the arrest and imprisonment in Rwanda of an American Law Professor since 28 May 2010. Professor Peter Erlinder is a Faculty member at the *William College of Law* in Minnesota (USA), Chairman of ADAD (Association of Defense Lawyers at the ICTR) and Defense Lawyer in the *Prosecutor v. Bagosora et alii case (case No. ICTR-98-41-A)*.

During his initial appearance before Judges the High Court of Gasabo on 04 June 2010, Professor Peter Erlinder was accused by the Rwanda Prosecutor of denying and downplaying genocide through his publications and conferences and of spreading rumours that are capable of threatening the security of the Rwandan people. On that occasion, Professor Peter Erlinder pleaded not guilty on all charges leveled against him. He filed a motion for release on bail. On 07 June 2010, the Tribunal dismissed his motion and decided to keep him in prison.¹

We are worried not only about his detention on the basis of unfounded allegations and in blatant violation of the immunity² granted to defense lawyers but also about his security and his health in Rwandan prisons.

There is no doubt that the arrest of Professor Peter Erlinder is directly linked to the work he accomplishes in his capacity as a Defense Lawyer at the ICTR. As a matter of fact, Professor Erlinder and his colleagues have demonstrated, with supporting evidence, that there was no planning of the massacres or conspiracy to commit genocide against the Tutsis by ex-FAR or their clients, or among themselves or with other persons. Professor Erlinder presented to the ICTR Trial Chamber, with supporting evidence, an alternative story of the tragic Rwandan events underlining that it was the Rwandese Patriotic Front (RPF) who knowingly triggered off the massacres by assassinating President Habyarimana and immediately resuming hostilities on all fronts in violation

¹ Decision of the High Court of Gasabo located in Kabuga that tries criminal cases regarding provisional detention and release in the first instance in the case RPGR0678/10/kg1/NM, on 07/06/2010.

² Regarding the immunity of Defense Lawyers before the ICTR, see clarifications made by the Assisat UN Secratry General in charge of Legal Affairs in his letter to the ICTR Registrar on 26 November 2010. See also *Prosecutor v. Ante Gotovina, Ivan Cermak, Mladen Marckac*: Decision on Requests for permanent restraining orders directed to the Republic of Croatia (*Gotovina et al*), 12 March 2010. See also Principle 16 of the *Basic Principles on the Role of Lawyers*, adopted by the Eighth United Nations Congress on the Prevention of Crime and the Treatment of Offenders in Havana, Cuba, 27 August to 07 September 1990.

of the Arusha peace accords. In its judgment of 18th December 2008, the ICTR Trial Chamber proved the defense right by acquitting Colonel Bagosora and his co-accused of the crime of conspiracy to commit genocide. It is worth underlining that the judgment on that particular charge is definitive since the Prosecutor did not dare appeal the said judgment.

In actual fact, the dictatorial Kigali government whose legitimacy is built on the theory of Tutsis' preplanned genocide by the other party to the conflict blames Professor Erlinder for having dismantled its fake official version of what happened and having laid bare RPF's responsibilities in the Rwanda tragedy. This is the foundation of the accusations leveled against him under the cover of the alleged revisionism, genocidal ideology or threat to the security of the Rwandese people³.

Professor Peter Erlinder has unceasingly denounced the impunity granted to RPF members. Like him, the international community including human rights organizations, researchers, prosecution and defense expert witnesses testifying before the ICTR and lawyers are convinced that the attack on President Habyarimana's plane on 06 April 1994 was the trigger of the 1994 massacres and that it falls undoubtedly within the jurisdiction of the ICTR. Former ICTR Prosecutor Madam Carla Del Ponte declared quite rightly that: « *if it gets proven that it is the RPF that shot down the plane, the history of the genocide would have to be re-written* ».⁴

Conscious of the gravity of its terrorist act committed in the evening of 06 April 1994 culminating into catastrophic consequences, President Kagame and his regime try every imaginable approach to evade justice and to avoid being disqualified by the Rwandan population because of having been the source of the catastrophe that befell Rwanda. Faced with damning evidence and having failed to convince public opinion after publication of the recent report on the assassination of President Habyarimana by a Commission that he personally appointed⁵, Paul Kagame shifts into high gear by taking hostage Professor Peter Erlinder in order to snatch from the American government concessions that will grant him definitive impunity.

The RPF regime and its President present themselves continually as victims of genocide so that they may be eternally empowered to play their role of hangmen. Since the issuance of arrest warrants by French Judge Jean-Louis Brugière and Spanish Judge Fernando Mereles as well as wrongful death lawsuit recently filed before the US District Court in Oklahoma⁶ against some of its influential members including President Kagame, the RPF has become very aggressive, brutal and intransigent. It does not tolerate any contradiction because it knows well that its lies have been discovered. The RPF intends to play its last cards by all means and, if need be, by physically eliminating those who do not agree with its version of events. That is why we seriously fear for the life of Professor Peter Erlinder.

We are convinced that the arrest of Professor Erlinder has a direct consequence on all defense teams members and that the violation of the immunity of lawyers seriously compromises our right to a full and fair trial. If nothing is done by the UN Security Council and the ICTR to protect our Lawyers against harassment and legal proceedings by the Kigali regime, they may be find themselves compelled to resign for security reasons and this would lead to a failed international justice system. It is unacceptable that a lawyer be arrested and brought before justice for having defended the cause of his/her client.

³ See *Decision of the High Court of Gasabo in the case RPR0678/10/kg1/NM, on 07/06/2010*, paragraphs 7, 10 and 11.

⁴ *Danish Journal Aktuel 17 avril 2000*

⁵ Report of an investigation on the causes, the circumstances and the responsibilities of the attack of 06 April 1994 against presidential plane Falcon 50 No. 9XR-NN, published in January 2010.

⁶ Wrongful death lawsuit filed in April 2010 by three lawyers including Peter Erlinder in the United States District Court for the Western District of Oklahoma on behalf of Madam Agathe Habyarimana, widow of Rwanda President Juvenal Habyarimana, and Madam Sylvana Ntaryamira, widow of Burundian President Cyprien Ntaryamira against RPF members including President Paul Kagame.

Convinced that your firm and speedy intervention may bring the Rwandan authorities to reason, we beg you to enforce the respect of the immunity of Defense lawyers and to do all that it takes to enable Professor Peter Erlinder recover his freedom as soon as possible and get back to his job. We call upon your clairvoyance to take all necessary measures to avoid the failure of the international justice system and to put an end to the impunity of RPF members. We remain convinced that it is by way of fair, equitable and impartial justice that the ICTR will be able to contribute to national reconciliation and to the restoration of durable peace in Rwanda and in the African Great Lakes region.

Please accept, Excellencies, the assurance of our very high consideration.




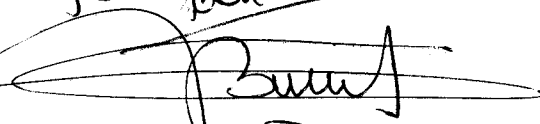
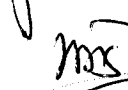



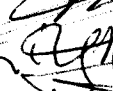

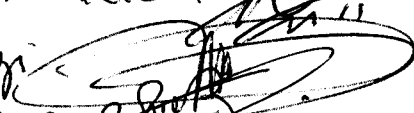



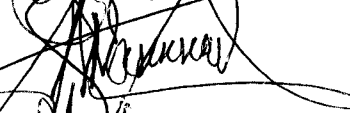


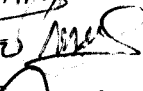
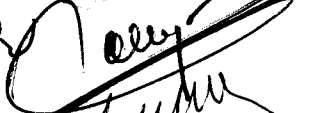


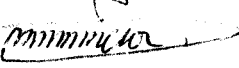



The signatories: (see attached list).

Annex : Our press release dated 31 May 2010 following the arrest of Professor Professeur Peter Erlinder

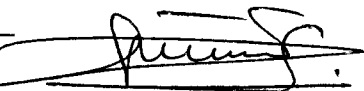
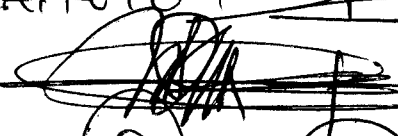



Copy to :

- Members of the UN Security Council, New York;
- Honorable ICTR Judges (all);
- The ICTR Prosecutor, Arusha;
- The ICTR Registrar, Arusha ;
- Defense Lawyers (all);
- The ADAD Chairman, Arusha ;
- President of the European Union, Brussels;
- President of the African Union;
- President of the African Union Commission, Addis Ababa;
- Human Rights Commission, Geneva;
- Commission Internationale des Juristes, à Genève ;
- American Association of Jurists ;
- International Association of Democrat Jursists, New Delhi ;
- International Criminal Bar
- European Court of Justice;
- European Court of Human Rights, Strasbourg;
- African Court of Human Rights;
- Amnesty International, London;
- Families of victims of the 06/04/1994 attack on presidential plane;
- Families of the signatories;
- Centre de lutte contre l'impunité et l'injustice au Rwanda, Brussels;
- Dukomere Association, Brussels;
- Avocats sans frontière, Paris;
- FIDH, Paris;
- Human Rights Watch;
- The Press.

Liste des signataires de la lettre adressée aux autorités de l'ONU et du TPIR, le 9 juin 2010, dont l'objet est : "Demande d'intervention pour la libération immédiate du Professeur. Peter Erlinder".

1. Aloys NIBAKURU 
2. Théophile HATEGEKIDANA 
3. François Xaver NDEWICHIMBE 
4. BIKINDI Simon 
5. GATETE, Jean Baptiste 
6. Simeon B. NCHAMUNGU 
7. Ephrem SETAKO 
8. THARICISSI DENZATO 
9. YUSUF MUYAKAZA 
10. Gaspard KANYARUKIRA 
11. Justin Mugenzi 
12. ALPHONSE NTERIRAYO 
13. Elie NDAYAMBAJE 
14. Callixte NZABONIMANA 
15. Edouard KARERA 
16. Jérôme BICAMUMPAGA 
17. Tharicke MUKUNYI 
18. A. Emmanuel RUKONDU 
19. Augustin Bizimwana 
20. Anacle PSENDIYUMVA 
21. NDINDIYIHANA Augustin 
22. Joseph NZIRORERA 
23. Ndahimana Grégoire 
24. Paulin NYIRAMUSUHUKO 
25. NIZEYIMANA ILOEPHONIE 

Liste des signataires de la lettre adressée aux autorités de l'ONU et du TPIR, le 9 juin 2010, dont l'objet est : "Demande d'intervention pour la libération immédiate du Professeur. Peter Erlinder".

26. INNOCENT SAGAHUTU 
27. Ntshobari Shalom Arvine 
28. Dr Cesimir Bizirowan 
29. Prosper MUYIRANAZA 
30. BAKOSORA Theoneste 
31. NOIRABATWARE Augustin Ngirabatware 